REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
****
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
****

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
****
MINISTRY OF PUBLIC WORKS
****

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°095 /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU 03 NOV 2026

EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PAR TRAITEMENT DES POINTS CRITIQUES SUR LES TRONÇONS DE ROUTE BAMENDJOU - BATIÉ (INT. N5) (11,5 KM) DANS LE DÉPARTEMENT DES HAUTS-PLATEAUX ET ÉCOLE PUBLIQUE BADOUMLA - CETIC BABOUANTOU - INT R0622 - CENTRE BABOUANTOU FAPYE (INTER R0622) - CARREFOUR MANGA - CARREFOUR BASSEU (INT N5) (14,2 KM) DANS LE DÉPARTEMENT DU HAUT-NKAM, RÉGION DE L'OUEST.

FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP-LIGNE FONDS ROUTIER, EXERCICE 2026 ET SUIVANTS

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de circulation des biens et des personnes, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert (AONO), en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien de certains tronçons des routes en terre, dans la Région de l'Ouest.

2. Consistance des travaux

Outre les travaux généraux relatifs à la préparation et l'organisation du chantier, à l'issue desquelles le Cocontractant est appelé à fournir un certain nombre de documents (projet d'exécution incluant les études d'identification des sols en place ; Plan d'Assurance de la Qualité ; dossier de récolement, etc..), les travaux à exécuter dans le cadre du présent marché comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- **Les installations** comprenant l'installation du chantier, l'amenée et le repli du matériel, la réalisation du projet d'exécution et des études géotechniques ;
- **Le débroussaillement et le nettoyage des emprises** (y compris la coupe des bambous de chine) ainsi que l'abattage des arbres ;
- **Les travaux de terrassements** comprenant les déblais ordinaires et les déblais rocheux mis en dépôt, les déblais mis en remblai, les purges, les remblais en graveleux latéritiques d'emprunt, la mise en forme de la plateforme y compris la création des fossés et exutoires, le reprofilage-compactage, la création des fossés et divergents en terre à la niveleuse, le dégagement au bulldozer, ainsi que la mise en place de la couche de roulement en graveleux latéritique et des emplois partiels ;
- **Les travaux de chaussée** comprenant la scarification, le broyage, le malaxage et la remise en forme de la chaussée existante et des accotements, le retraitement des matériaux au produit stabilisant (CON-AID), la mise en place de la couche de base en graveleux latéritique ou en arène latéritique, l'imprégnation sablée et l'enduit superficiel bicouche, ainsi que le traitement des sections à forte pente par revêtement en béton armé dosé à 350 kg/m³ ;
- **L'assainissement et le drainage** comprenant le curage des buses, des dalots, des fossés ainsi que des ponts et ponceaux, la dépose des buses métalliques défectueuses, la fourniture et la pose de buses en béton armé ou maçonnées avec leurs ouvrages de tête et puisards, ainsi que la réalisation des caniveaux et des fossés bétonnés et maçonnés ;
- **Les travaux d'ouvrage d'art** comprenant la construction des dalots en béton armé de section variable et de leurs têtes, les fouilles et remblais contigus aux ouvrages, la mise en place de gabions pour la construction des ailes de pont, la fourniture et la pose de dallettes en béton armé dosé à 400 kg/m³, la réfection en béton des murs en aile des ponceaux, ainsi que le curage des ponts et ponceaux ;
- **La signalisation et les équipements de sécurité** comprenant la fourniture et la pose des garde-corps en acier galvanisé et des garde-corps mixtes (poteaux en béton armé et tuyaux en acier galvanisé), des panneaux de signalisation métalliques de type A et des balises en béton armé préfabriqué ;

- ❖ **La construction et la gestion des barrières de pluie de type MINTP**, ainsi que le maintien de la circulation pendant toute la durée des travaux.

Lesdits travaux sont amplement définis dans le CCTP, y compris les travaux à réaliser suivant les approches Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO).

3. Tranches/Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres, sont constitués d'un (01) lot unique comme suit :

N° lot	*Régions*	*Tronçons*	*Linéaires Estimés (km)*	*Type d'intervention*
Lot unique	*Ouest*	Bamendjou - Batié (Int. N5) (11,5 km) dans le Département des Hauts-Plateaux et Ecole Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Centre Babouantou Fapye (Inter R0622) - Carrefour Manga - Carrefour Basseu (Int N5) (14,2 km), dans le département du Haut-Nkam	*25,7*	*Entretien par traitement des points critiques sur chaussées et construction des ouvrages d'art*

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de :

N° Lot	Tronçon	Budget prévisionnel (FCFA TTC)
Lot unique	Bamendjou - Batié (Int. N5) (11,5 km) dans le Département des Hauts-Plateaux et Ecole Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Centre Babouantou Fapye (Inter R0622) - Carrefour Manga - Carrefour Basseu (Int N5) (14,2 km), dans le département du Haut-Nkam	850 000 000

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est fixé à Quatorze (14) mois calendaires (hors période de garantie), dont Dix (10) mois pour l'exécution des travaux proprement dits et Quatre (04) mois pour la gestion des barrières de pluies (BP), suivant le tableau ci-après :

N° Lot	Tronçon	Délai (en mois)
Lot unique	Bamendjou - Batié (Int. N5) (11,5 km) dans le Département des Hauts-Plateaux et Ecole Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Centre Babouantou Fapye (Inter R0622) - Carrefour Manga - Carrefour Basseu (Int N5) (14,2 km), dans le département du Haut-Nkam	Travaux : 10
		Gestion des BP: 04
		Total : 14

Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux, et comprend les périodes de pluies ainsi que toutes les intempéries et sujétions diverses.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou Groupement d'Entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droits camerounais de catégories A, B et C du sous-secteur d'activités « route ».

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du MINTP – Ligne Fonds Routier, Exercices 2026, 2027 et 2028 avec les ressources correspondantes programmées comme suit :

N° Lot	Tronçon	Budget prévisionnel (FCFA TTC)	Programmation	
			2026	2027
Lot unique	Bamendjou - Batié (Int. N5) (11,5 km) dans le Département des Hauts-Plateaux et Ecole Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Centre Babouantou Fapye (Inter R0622) - Carrefour Manga - Carrefour Basseu (Int N5) (14,2 km), dans le département du Haut-Nkam	850 000 000	300 000 000	550 000 000

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « **En ligne (online)** ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement (caution + Récépissé CDEC) de soumission. La caution de soumission devra être timbrée, acquittée à la main et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à :

N° Lot	Montant de la caution de soumission en FCFA
Lot unique	2 000 000

La caution de soumission devra rester valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (physique) peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, Porte 4/36, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm** ou sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) .

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **quatre cent mille (400 000) F CFA** au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...). Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.
Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 10 DEC 2026 à **11 heures**.

Par ailleurs, **l'original de la caution de soumission et du récépissé CDEC, ainsi qu'une copie de sauvegarde de l'offre non compressée enregistrée sur clé USB** devront parvenir sous pli scellé avec l'indication claire et lisible **« copie de sauvegarde »**, à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, porte 4/36, au plus tard le 10 DEC 2026 à **11 heures**, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

095 « APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° YAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU 03 NOV 2026
EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PAR TRAITEMENT DES POINTS CRITIQUES SUR LES TRONÇONS DE ROUTE BAMENDJOU - BATIÉ (INT. N5) (11,5 KM) DANS LE DÉPARTEMENT DES HAUTS-PLATEAUX ET ÉCOLE PUBLIQUE BADOUMLA - CETIC BABOUANTOU - INT R0622 - CENTRE BABOUANTOU FAPYE (INTER R0622) - CARREFOUR MANGA - CARREFOUR BASSEU (INT N5) (14,2 KM) DANS LE DÉPARTEMENT DU HAUT-NKAM, RÉGION DE L'OUEST.
BUDGET DU MINTP-LIGNE FONDS ROUTIER, EXERCICE 2026 ET SUIVANTS.

(COPIE DE SAUVEGARDE, RÉCÉPISSÉ DE LA CDEC ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION) »

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

NB : Les soumissionnaires devront déposer dans le même délai à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, Porte 4/36, **en plus de la copie de sauvegarde, l'original de la caution, le récépissé de la CDEC et l'accusé de réception du dépôt des offres sur la plateforme COLEPS.**

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être soumises sur la plateforme COLEPS.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives devant être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 10 DEC 2026 à **12 heures précises** par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics, siégeant à sa salle de réunion à l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

a) **Dossier administratif incomplet pour :**
   - Absence ou non-conformité à l'ouverture des plis, de l'original du cautionnement de soumission (Caution de soumission et récépissé CDEC);

- Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente à l'exception du cautionnement de soumission ;

b) **Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après :**
   - une note méthodologique d'exécution des travaux ;
   - la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
   - Une déclaration d'engagement pour les approches HIMO (modèle pièce n°13 du DAO) et, qui intègre la formalisation avant le démarrage du projet, d'une convention de partenariat avec les communes du ressort des travaux en vue de leur accompagnement technique pour l'utilisation des ressources locales et la participation active des membres de la communauté;
   - CV d'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Diplôme universitaire en Génie Civil (Bac + 3 minimum), inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC), ayant au moins dix (10) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics, et ayant été conducteur des travaux pour des contrats de travaux d'au moins un (01) projet de construction, de réhabilitation ou d'entretien des routes ou Ingénieur routier (terrassements/chaussées) pour des contrats de travaux d'au moins un (01) projet de construction, de réhabilitation ou d'entretien des routes de montant d'au moins 300 millions de Fcfa chacun; et qui aura déclaré sa disponibilité à travers une attestation de disponibilité datée et signée par ce dernier;
   - une attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire, accompagnée d'un rapport de visite des lieux assorti de photos des sections critiques de la route avec leurs localisations (l'attestation sera considérée comme absente si ce rapport de visite imagé n'est pas joint) ;
   - une attestation de capacité financière ou de mise à la disposition du soumissionnaire d'une ligne de crédit, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances pour préfinancer les travaux objet de l'Appel d'Offres de référence, à hauteur d'au moins : trois cent millions (300 000 000) de Fcfa ;
   - la justification de la possession en propre ou en location du matériel minimum constituant la liste suivante :
     - deux (02) camions bennes;
     - une (01) niveleuse
     - une (01) pelle chargeuse;
     - un (01) Compacteur vibrant à bille (compacteur tambour);
     - un (01) camion-citerne à eau.
   - n'avoir pas satisfait **à deux (02) critères sur les trois (03) critères essentiels.**

c) **Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :**
   - Une soumission timbrée, datée signée et cachetée ;
   - Le bordereau des prix (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages signé et cacheté à la dernière page ;
   - Les devis quantitatifs et estimatifs datés, signés et cachetés ;
   - Les sous détails des prix quantifiés paraphés à toutes les pages.
   - Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;

d) **Absence des preuves d'acceptation des clauses du marché (CCAP et CCTP) ;**

e) **Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses.**

f) **Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;**

15.2. Critères essentiels

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire deux (02) sur les **trois (03)** critères essentiels suivants :

a) le personnel d'encadrement proposé sur **un (01) critère** ;
b) le matériel à mobiliser sur **un (01) critère** ;
c) les références du soumissionnaire sur un **(01) critère**.

16. Attribution

Le Maitre d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant ***quatre-vingt-dix (90) jours*** *à* partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, porte 4/36, Tél. : 222 23 12 56 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses **http://www.marchespublics.cm** et **http://www.publiccontracts.cm, ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.**

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 03 NOV 2026

Le Ministre des Travaux Publics



Emmanuel NGANOU D.

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- MINTP ;
- Président CIPM-TCRI
- Affichage chrono

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
****
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
****

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
****
MINISTRY OF PUBLIC WORKS
****

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

N° 095 /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF 03 NOV 2026

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF MAINTENANCE WORKS THROUGH THE TREATMENT OF CRITICAL POINTS ON THE BAMENDJOU - BATIÉ (INT. N5) ROAD SECTION (11.5 KM) IN THE HAUTS-PLATEAUX DIVISION AND THE ÉCOLE PUBLIQUE BADOUMLA - CETIC BABOUANTOU - INT R0622 - CENTRE BABOUANTOU FAPYE (INTER R0622) - CARREFOUR MANGA - CARREFOUR BASSEU (INT N5) ROAD SECTION (14.2 KM) IN THE HAUT-NKAM DIVISION, WEST REGION.

FINANCING: MINTP BUDGET – ROAD FUND LINE, 2026 FINANCIAL YEAR AND SUBSEQUENT YEARS

1. Subject of the Call for Tenders

As part of the improvement of the conditions for the movement of goods and people, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches an Open National Call for Tenders (AONO), in emergency procedure, for the execution of maintenance works on some earth road sections in the West Region.

2. Scope of works

In addition to the general works relating to site preparation and organisation, at the end of which the Contractor is required to provide a number of documents (final design including in-situ soil identification studies; Quality Assurance Plan; as-built file, etc.), the works to be executed under this contract include the following operations, the list of which is not exhaustive:

- **Installation**, including site installation, mobilisation and demobilisation of equipment, preparation of the final design and geotechnical studies;
- **Bush clearing and right-of-way cleaning** (including cutting of Chinese bamboo), as well as tree felling;
- **Earthworks**, including ordinary and rock excavation to spoil, excavation used as fill, purges, borrowed lateritic gravel fill, shaping of the roadbed including the creation of ditches and outlets, reshaping and compaction, creation of earth ditches and diversion channels with a grader, clearing with a bulldozer, as well as laying of the lateritic gravel wearing course and patching;
- **Pavement works**, including scarification, crushing, mixing and reshaping of the existing carriageway and shoulders, retreatment of materials with a stabilising product (CON-AID), laying of the base course in lateritic gravel or lateritic sand, sanded prime coat and double surface dressing, as well as treatment of steep-gradient sections with a reinforced concrete pavement dosed at 350 kg/m³;
- **Sanitation and drainage**, including cleaning of pipe culverts, box culverts, ditches, bridges and small bridges, removal of defective metal pipe culverts, supply and installation of reinforced concrete or masonry pipe culverts with their headwalls and sumps, as well as construction of gutters and of concrete-lined and masonry-lined ditches;
- **Engineering structures works**, including construction of reinforced concrete box culverts of variable section and their heads, excavation and backfill adjacent to the structures, placement of gabions for the construction of bridge wing walls, supply and installation of reinforced concrete cover slabs dosed at 400 kg/m³, concrete repair of the wing walls of small bridges, as well as cleaning of bridges and small bridges;
- **Road signs and safety equipment**, including supply and installation of galvanised steel guardrails and mixed guardrails (reinforced concrete posts and galvanised steel pipes), type A metal road signs and precast reinforced concrete markers;
- **Construction and management of MINTP-type rain barriers**, as well as maintenance of traffic throughout the duration of the works.

The said works are fully described in the Special Technical Specifications (CCTP), including the works to be carried out using the Labour-Intensive (HIMO) approach.

3. Tranches/Allotment

The works under this Call for Tenders shall consist of a single (01) lot as follows:

Lot No.	*Regions*	*Road Sections*	*Estimated Length (Km)*	*Type of Intervention*
Single lot	*West*	Bamendjou - Batié (Int. N5) (11.5 km) in the Hauts-Plateaux Division and École Publique Badoumla - CETIC Babouantou - int R0622 - *Centre Babouantou Fapye* (Inter R0622) - *Carrefour Manga* - *Carrefour Basseu* (Int N5) (14.2 km), in the Haut-Nkam Division	25.7	*Maintenance through the treatment of critical points on carriageways and construction of engineering structures*

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of preliminary studies is as follows:

Lot No.	Road Section	Estimated Budget, Including Taxes (CFAF)
Single lot	Bamendjou - Batié (Int. N5) (11.5 km) in the Hauts-Plateaux Division and École Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - *Centre Babouantou Fapye* (Inter R0622) - *Carrefour Manga* - *Carrefour Basseu* (Int N5) (14.2 km), in the Haut-Nkam Division	850,000,000

5. Estimated Execution Time Frame

The maximum execution time frame set by the Project Owner for the works is fourteen (14) calendar months (excluding the warranty period), including ten (10) months for the execution of the works proper and four (04) months for the management of rain barriers (RB), as shown in the table below:

Lot No.	Road Section	Time Frame (Months)
Single lot	Bamendjou - Batié (Int. N5) (11.5 km) in the Hauts-Plateaux Division and École Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - *Centre Babouantou Fapye* (Inter R0622) - *Carrefour Manga* - *Carrefour Basseu* (Int N5) (14.2 km), in the Haut-Nkam Division	Works execution: 10
		RB management: 04
		Total: 14

This time frame shall run from the date of notification of the Service Order to commence the works, and shall include rainy periods as well as all bad weather conditions and miscellaneous constraints.

6. Participation and Origin

Participation in this Call for Tenders is open, on equal terms, to Building and Public Works companies or consortia of companies governed by Cameroonian law, of categories A, B and C of the "road" activity sub-sector.

7. Financing

The works under this Call for Tenders are financed by the MINTP Budget – Road Fund Line, 2026, 2027 and 2028 financial years, with the corresponding resources programmed as follows:

Lot No.	Road Section	Estimated Budget, Including Taxes (CFAF)	Programming	
			2026	2027
Single lot	Bamendjou - Batié (Int. N5) (11.5 km) in the Hauts-Plateaux Division and École Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - *Centre Babouantou Fapye* (Inter R0622) - *Carrefour Manga* - *Carrefour Basseu* (Int N5) (14.2 km), in the Haut-Nkam Division	850,000,000	300,000,000	550,000,000

8. Submission Method

The submission method is: **"online"**. In other words, offline submission is not possible for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Each tenderer shall enclose with its administrative documents a bid security (bid bond + CDEC receipt). The bid bond shall be stamped, receipted by hand and issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which is given in Document 14 of the Tender Documents. Its amount is as follows:

Lot No.	Amount of Bid Bond in CFAF
Single lot	2,000,000

The bid bond shall remain valid for thirty (30) days beyond the initial tender validity date. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bonds within the framework of public contracts shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be deemed absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

10. Consultation of Tender Documents

The Tender Documents (hard copy) may be consulted free of charge during working hours at the Tenders Unit of the Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaoundé, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at ETOUDI, administrative centre, Door 4/36, as from the publication of this notice.

They may also be consulted **online on the COLEPS platform at the addresses http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm**, or on the website of the Public Contracts Regulatory Agency (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

The hard copy of the Tender Documents may be obtained from the Project Owner's services, during working hours, at the Tenders Unit of the Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaoundé, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at ETOUDI, administrative centre, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable sum of **four hundred thousand (400,000) CFA francs** as Tender Documents purchase fee.

Upon withdrawal of the Tender Documents, tenderers shall register by indicating their full address (PO Box, telephone numbers, fax, email, etc.). The said receipt shall identify the purchaser as representing the company wishing to participate in the Call for Tenders.
The electronic version of the Tender Documents may also be obtained by free download from the above-mentioned addresses. However, physical or electronic submission shall be subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

Tenders shall be submitted by tenderers on the COLEPS platform no later than 10 DEC 2026 at **11 a.m.**
In addition, **the original bid bond and CDEC receipt, as well as an uncompressed backup copy of the tender saved on a USB flash drive**, shall be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked **"backup copy"**, to the Tenders Unit of the Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaoundé, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at ETOUDI, administrative centre, Door 4/36, no later than 10 DEC 2026 at **11 a.m.**, against a receipt. The envelope shall bear the following inscription:

"OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 095/AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF 03 NOV 2026,
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF MAINTENANCE WORKS THROUGH THE TREATMENT OF CRITICAL POINTS ON THE BAMENDJOU - BATIÉ (INT. N5) ROAD SECTION (11.5 KM) IN THE HAUTS-PLATEAUX DIVISION AND THE ÉCOLE PUBLIQUE BADOUMLA - CETIC BABOUANTOU - INT R0622 - CENTRE BABOUANTOU FAPYE (INTER R0622) - CARREFOUR MANGA - CARREFOUR BASSEU (INT N5) ROAD SECTION (14.2 KM) IN THE HAUT-NKAM DIVISION, WEST REGION.
MINTP BUDGET – ROAD FUND LINE, 2026 FINANCIAL YEAR AND SUBSEQUENT YEARS.

(BACKUP COPY, CDEC RECEIPT AND ORIGINAL BID BOND)"

File Size and Format

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Tenderers shall use compression software, where necessary, to reduce the size of the files to be uploaded.

NB: Within the same deadline, tenderers shall submit to the Tenders Unit of the Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaoundé, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at ETOUDI, administrative centre, Door 4/36, **in addition to the backup copy, the original bid bond, the CDEC receipt and the acknowledgement of receipt of the tender submission on the COLEPS platform.**

13. Admissibility of Tenders

The administrative documents, the technical offer and the financial offer shall be submitted on the COLEPS platform.

The following shall be declared inadmissible by the Project Owner:

- Tenders received after the submission deadline (date and time);
- Tenders not complying with the submission method.

Any tender that is incomplete with regard to the requirements of the Tender Documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts, or failure to comply with the models of the documents of the Tender Documents, shall result in the outright rejection of the tender without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be deemed absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

These administrative documents shall have a validity period of three (03) months, and their expiry date shall be later than the launch date of the Call for Tenders.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened in a single stage on 10 DEC 2026 at **12 noon sharp** by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) at the Ministry of Public Works, sitting in its meeting room at the headquarters building of the Ministry of Public Works, at ETOUDI, administrative centre.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single duly mandated person of their choice, even in the case of a consortium.

Under penalty of rejection, the required administrative documents shall be produced in originals or in copies certified true by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tenders Regulations. They must be less than three (03) months old or must have been issued after the date of signature of the Call for Tenders notice.

In the event of the absence or non-compliance of a document of the administrative file at the opening of tenders, the tender shall be rejected at the end of a 48-hour period granted by the Tenders Board.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory Criteria

a) **Incomplete administrative file due to:**

- Absence or non-compliance, at the opening of tenders, of the original bid security (bid bond and CDEC receipt);
- Failure to produce, beyond the 48-hour period following the opening of tenders, any document of the administrative file found non-compliant or missing, with the exception of the bid security;

b) **Incomplete technical offer due to the absence of any of the following:**

- a methodological note on the execution of the works;
- a sworn statement certifying that the tenderer has not abandoned a contract during the last three years and is not on the list of defaulting companies drawn up by MINMAP;
- a commitment statement for the HIMO approaches (model Document No. 13 of the Tender Documents) which includes the formalisation, before the start of the project, of a partnership agreement with the councils

of the project area, for their technical support in the use of local resources and the active participation of community members;

- the CV of a Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements set out in the Special Tenders Regulations (RPAO): university degree in Civil Engineering (at least Baccalaureate/GCE A Level + 3), registered with the National Order of Civil Engineers (ONIGC), with at least ten (10) years of general experience in Building and Public Works, and having served as Works Supervisor on at least one (01) road construction, rehabilitation or maintenance works contract, or as Road Engineer (earthworks/pavement) on at least one (01) road construction, rehabilitation or maintenance works contract, each worth at least 300 million CFA francs; and who has declared his/her availability through a certificate of availability dated and signed by him/her;
- a site visit certificate dated, stamped and signed on honour by the tenderer, accompanied by a site visit report with photographs of the critical sections of the road and their locations (the certificate shall be deemed absent if this illustrated site visit report is not attached);
- a certificate of financial capacity or of a credit line made available to the tenderer, issued by a first-class bank approved by the Minister in charge of Finance, to pre-finance the works covered by this Call for Tenders, for at least three hundred million (300,000,000) CFA francs;
- proof of ownership or lease of the following minimum equipment:
  - two (02) dump trucks;
  - one (01) grader;
  - one (01) shovel loader;
  - one (01) vibratory single-drum roller (drum compactor);
  - one (01) water tanker truck.
- failure to meet **two (02) of the three (03) essential criteria.**

c) **Incomplete financial offer due to the absence of any of the following documents:**

- a stamped, dated, signed and sealed tender form;
- the Bill of Unit Prices (BPU) according to the model, indicating prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page, signed and stamped on the last page;
- the dated, signed and stamped Bill of Quantities and Estimates (DQE);
- the quantified unit price breakdowns initialled on every page;
- omission of a quantified unit price in the financial offer;

d) **Failure to provide proof of acceptance of the contract clauses (CCAP and CCTP);**

e) **False declaration, forged or non-authentic documents, fraudulent practices;**

f) **Non-compliance with the file format of tenders submitted online.**

15.2. Essential Criteria

To be qualified, the tenderer shall meet two (02) of the following **three (03)** essential criteria:

a) proposed supervisory staff, on **one (01) criterion**;
b) equipment to be mobilised, on **one (01) criterion**;
c) tenderer's references, on **one (01) criterion**.

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the tenderer whose tender meets the required technical and financial qualification criteria and is evaluated as the lowest, including, where applicable, the proposed discounts.

17. Tender Validity

Tenderers shall remain bound by their tenders for ***ninety (90) days*** from the initial deadline set for the submission of tenders.

18. Further Information

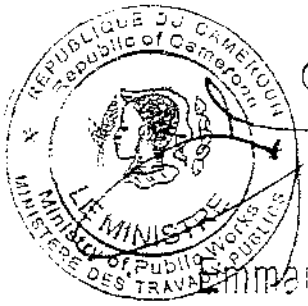
Further information may be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at ETOUDI, administrative centre, Door 4/36, Tel.: 222 23 12 56, or online on the COLEPS platform at the addresses **http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm, or by any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.**

19. Fight Against Corruption and Malpractice

To report any practices, facts or acts of corruption or malpractice, please call CONAC on 1517, or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, 03 NOV 2026

The Minister of Public Works



Emmanuel NGANOU D.

Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- Public Contracts Regulatory Agency (PCRA);
- MINTP;
- Chairperson of CIPM-TCRI;
- Notice board / Chrono.